

Zonages Environnementaux

dans le cadre du programme AREA

**EARL DES COLLINES
319 route des collines
40320 MIRAMONT SENSACQ**

Janvier 2017












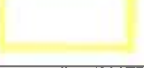
12/10/2016

EARL DES COLLINES

Zonages environnementaux

NUMERO	NOM	ZONAGE
Bat	Arrêté préfectoral du 16 janvier 2014	ZRE
Bat	Zones Vulnérables 2015	Zone Vulnérable

LEGENDE CARTES

	Cours d'eau à protéger
	Propriété du conservatoire du littoral
	Périmètre de captage d'eau potable
	Zone de répartition des eaux
	Réserve naturelle nationale
	Site classé
	Zones Znieff
	Zones vulnérables
	Zone Natura 2000
	Protection des Biotopes (APPB)
	Parcelle
	Limite commune des Landes

Source des données et des fonds : SIG - Conservatoire du littoral - IARSI Aquitaine - REAL Aquitaine

ED ORTHO -  ED CARTE -  -  -  -  -  -  -  -  -  -  - -

1. Conservatoire du littoral

Le Conservatoire est un établissement public national. Il a pour mission de sauvegarder, en partenariat avec les collectivités territoriales, les espaces naturels, côtiers ou lacustres, d'intérêt biologique et paysager.

2. Périmètre de captage d'eau potable

Selon la vulnérabilité du point de captage en eau potable, on attribue des périmètres de protection dits « Périmètre de captage ». On distingue 3 niveaux de protection :

- Périmètre de protection immédiate, de surface réduite (quelques mètres carrés à quelques centaines de mètres carrés). Toute activité à risque y est interdite.
- Périmètre de protection rapprochée. C'est une zone intermédiaire, qui accepte des activités sans risques pour la ressource et le captage, ou des activités diminuant le risque de pollution (enherbement et fauche)
- Périmètre de protection éloignée. Il est moins contraignant (et non obligatoire en France), mais une gestion de tous les risques liés aux activités humaines y est envisageable.

3. Zone de répartition des eaux ZRE

Zones hydrographiques où sont constatées une insuffisance, autre qu'exceptionnelle des ressources par rapport aux besoins. Elles sont définies afin de faciliter la conciliation des intérêts des différents utilisateurs de l'eau. Les seuils d'autorisation et de déclaration y sont plus contraignants. Dans chaque département concerné, la liste de communes incluses dans une zone de répartition des eaux est constatée par arrêté préfectoral.

4. Réserve naturelle nationale (RNN)

Tout ou partie du territoire d'une ou de plusieurs communes, dont la conservation de la faune, de la flore, du sol, des eaux, des gisements de minéraux et de fossiles et, en général, du milieu naturel présente une importance particulière, ou qu'il est nécessaire de soustraire à toute intervention artificielle qui serait susceptible de les dégrader.

5. Sites et monuments naturels classés et inscrits

Cette législation s'intéresse aux monuments naturels et aux sites "dont la conservation ou la préservation présente, au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, un intérêt général". L'objectif est de conserver les caractéristiques du site, l'esprit des lieux, et de les préserver de toutes atteintes graves.

6. Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique (Z.N.I.E.F.F.)

Il s'agit de zones connues pour leur intérêt écologique, dont la localisation et la justification sont officiellement portées à la connaissance du public. La conception et la mise en place des mesures accompagnatrices de tout projet pouvant porter atteinte aux milieux et aux espèces qu'ils abritent doivent tenir compte de ces inventaires.

S'il n'existe aucune contrainte réglementaire au sens strict sur ces espaces, leur prise en compte est obligatoire dans tout projet. Au-delà de l'aspect strictement juridique, ces inventaires sont de précieuses indications sur la qualité des milieux naturels.

Concernant les Z.N.I.E.F.F. il en existe 2 types :

- Les Z.N.I.E.F.F. de type I : Zones de superficie limitée avec un intérêt biologique remarquable
- Les Z.N.I.E.F.F. de type II : Grands ensembles naturels riches et peu modifiés ou qui offrent des potentialités biologiques importantes.

Les Z.N.I.E.F.F. de type I sont souvent englobées dans les Z.N.I.E.F.F. de type II.

7. Zone vulnérable

La délimitation des zones vulnérables comprend au moins les zones où les teneurs en nitrates sont élevées ou en croissance.

Ces zones concernent :

- les eaux atteintes par la pollution : eaux souterraines et eaux douces superficielles dont la teneur en nitrate est supérieure à 50 milligrammes par litre
- les eaux menacées par la pollution : eaux dont la teneur en nitrate est comprise entre 40 et 50 milligrammes par litre et montre une tendance à la hausse

Dans ces zones, sont définis des programmes d'action. Ces zones vulnérables sont révisées tous les 4 ans

8. Natura 2000

C'est un réseau européen de sites naturels ou semi-naturels ayant une grande valeur patrimoniale, par la faune et la flore exceptionnelles qu'ils contiennent.

La constitution du réseau Natura 2000 a pour objectif de maintenir la diversité biologique des milieux, tout en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et régionales dans une logique de développement durable.

Les objectifs de protection des espèces et des habitats des sites "Natura 2000" à prendre en compte lors de l'évaluation des impacts d'une activité sont fixés dans des "documents d'objectifs" (DOCOB). Ceux-ci planifient pour 6 ans, la gestion de chacun des futurs sites Natura 2000.

9. Protection des biotopes

La protection des biotopes, essentiels à la survie de certaines espèces animales et végétales, est assurée par des arrêtés préfectoraux

Les biotopes sont de aires géographiques protégées par des mesures réglementaires : arrêtés préfectoral de protection de biotope (APPB). Ces arrêtés ont pour objectif de prévenir la disparition d'espèces protégées. Les APPB ne relèvent pas d'une compétence nationale mais de celle du préfet. Chaque arrêté vise un biotope précis, dans la mesure où il est nécessaire à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie de la ou des espèces concernées, et peut être de petite superficie ou englober un département entier. La réglementation instituée par l'arrêté consiste essentiellement en interdiction d'actions ou d'activités pouvant nuire à l'objectif de conservation du ou des biotopes (et non des espèces elles-mêmes).

Siège d'exploitation

Projet

**Zonages Environnementaux
EARL DES COLLINES**

Echelle 1/25000e



ZONE 2

1L

2L

2LA

**Zonages Environnementaux
EARL DES COLLINES**

Echelle 1/25000e

